



LA CHÂTAIGNE

(Qui s'y frotte... s'y pique !)



N°31

Novembre 2024

EDITO

Mais qui est donc Guillaume Kasbarian, le ministre de la Fonction Publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique ? Un personnage sorti tout droit des « *Brigades du tigre* » ou d'une nouvelle aventure d'Austérix ? Jugez plutôt. Le régime spécial K c'est : l'allongement du nombre de jours de carence et la réduction de l'indemnisation des congés maladie des fonctionnaires, le gel du point d'indice, des suppressions d'emplois, la non reconduction de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) pour 2024 (avant liquidation totale?). C'est donc ça la simplification Monsieur le Ministre ? Toujours sur la simplification, Guillaume le Conquérant déclame dans Les Échos: « *La simplification est un travail de Sisyphe et il faut que Sisyphe porte le plus loin possible sa pierre* ». Sûrement pas fan des Rolling Stones Monsieur K. Est ce à dire dans la philo selon Guillaume que la simplification est une condamnation des dieux ? Attention à ne pas prendre la grosse tête, avoir le M'Elon et s'auto-proclamé ministre de l'efficacité gouvernementale pour autant. Sur le nombre de jours d'arrêt, Kasba le magnifique déclare : « *Il faut responsabiliser les agents* ». Mais qui est responsable de votre santé et sécurité au travail ? Votre employeur. Dans le privé, des pénalités financières sont appliquées aux employeurs avec de forts taux d'accidents du travail et d'arrêts maladies. Qui est donc déresponsabilisé sinon l'État employeur ? Faire porter la responsabilité aux fonctionnaires, les culpabiliser, quelle fâcheuse tendance... Et pourtant, dans sa grande générosité, le gouvernement agit pour leur pouvoir d'achat. Au 1er novembre 2024, 230 000 fonctionnaires revalorisés à hauteur de 6 centimes bruts soit 4,8 centimes nets par mois, et ce en raison de l'augmentation du SMIC. Et puis les fonctionnaires ont été augmentés de 5 % entre 2022 et 2023. Problème : dans le même temps, les prix à la consommation ont bondi de plus de 11 %. Erreur d'appréciation, car dans une annexe au projet de budget 2025 on trouve cette explication lumineuse : c'est parce que les ménages se trompent sur l'évolution réelle des prix que la consommation ne se porte pas bien. L'inflation ressentie ne serait pas l'inflation mesurée. Caramba mais c'est bien sur. (note aux lecteurs : le terme caramba a été utilisé en raison de la mexicanisation de la société Française). Concernant la GIPA, en 2023, plus de 26 000 agents de la DGFIP en ont bénéficié, soit 28,2 % des effectifs et 74 % des bénéficiaires sont des agents de catégorie C ou B. Sa suppression symbolique engendre de facto une diminution du pouvoir d'achat et une paupérisation des agents. Mépris, absence de reconnaissance, et en même temps la DGFIP ne tient que par la grande conscience professionnelle et la résilience de ses agents. En 2020, Simplificator a signé une tribune appelant à supprimer la trêve hivernale. Contre toutes ces attaques injustes et injustifiées, pas de trêve hivernale, toutes et tous en grève le jeudi 5 décembre 2024. Unis et ensemble, rendez-vous à Limoges, Carrefour Tourny à 10h30. Pour finir, nous citerons Guillaume... Apollinaire : « *Il est grand temps de rallumer les étoiles.* »

MENSONGE OU INCOMPÉTENCE ?

SURPRISE ! LE MINISTRE DU BUDGET "DÉCOUVRE" QUE LE DÉFICIT PUBLIC DÉPASSERA 6% DU PIB EN 2024

ON MENT POUR
CACHER NOTRE
INCOMPÉTENCE !



Quand Michel ouvre les caisses.

Dans son discours de politique générale, le 1^{er} octobre, le Premier ministre a acté le report à 2029 d'un retour du déficit sous les 3 % du PIB. La marche visée par le gouvernement en 2025 suppose un effort de plus de 40 milliards d'euros. « Notre volonté est de ramener le déficit à 5 % du PIB en 2025 », a assumé le nouveau locataire de Matignon. Il s'agit d'une première marche en vue de ramener les comptes publics français dans les clous des règles européennes. Et malheureusement pour se faire, Michel Barnier compte bien s'attaquer encore à la fonction publique dans son ensemble, d'autant plus que la cour des comptes plaide pour « Un retour progressif des effectifs des collectivités à leur niveau du début des années 2010, soit une réduction de 100 000 emplois ou de 5,5 % des emplois, permettrait de réaliser une économie importante, estimée par la Cour à 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030 ». Alors, faisant sien le message du Général de Gaulle envoyé en 1942 à son aide de camp : « Je vous demande de faire beaucoup, avec peu et en partant de presque rien ». On pourrait lui dire que cette devise est déjà fortement appliquée dans les services des finances Publiques. Pourvu que le nouveau Premier ministre ne décide pas d'aggraver encore un peu plus les conditions de travail des agents des finances publiques en appliquant cette doctrine...

Fonctionnaire bashing... encore.

Le nouveau Ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, a annoncé, dimanche 27 octobre, qu'il envisageait de durcir le régime d'arrêt maladie des fonctionnaires en ne payant plus les deuxièmes et troisièmes jours du congé maladie et en réduisant la rémunération versée aux fonctionnaires en arrêt de travail à 90 % de leur traitement normal, contre 100 % actuellement. Selon le Ministre une mesure qui permettrait une économie de 1,2 milliard d'euros par an au gouvernement. Mais, au-delà de l'argument financier, ce dernier vante une mesure de justice, qui reviendrait à aligner le traitement des agents de la fonction publique sur les salariés du privé, et un moyen de lutter contre l'« absentéisme » des fonctionnaires... À structures d'emplois identiques, pour les caractéristiques susmentionnées, la Fonction Publique d'État, la Fonction Publique Hospitalière et le secteur privé seraient au même niveau d'absentéisme et l'écart entre la Fonction Publique Territoriale et le privé ne serait que la moitié de celui observé", souligne l'IGF. Une telle mesure aurait pour conséquence d'augmenter les arrêts longs et pénaliserait davantage les femmes. Mais le gouvernement justifie le bien-fondé de sa mesure par l'idée qu'il ne s'agit que d'un alignement du régime de la fonction publique sur le secteur privé, où la règle générale veut que les salariés ne perçoivent des indemnités journalières de la Sécurité sociale qu'au terme d'un délai de carence de trois jours oubliant juste que derrière ce grand principe, la réalité est différente selon les entreprises, souvent soumises à des règles mieux-disantes. Selon le rapport de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale des affaires sociales, deux tiers des salariés du privé sont en fait « protégés contre la perte de revenu induite par le délai de carence par le biais de la prévoyance d'entreprise ». Bon pour résumer, les caisses sont vides et pour les remplir, on va encore taper dans les poches des plus fragiles plutôt que dans celles des plus riches... Guillaume Kasbarian en shérif de Nottingham, Emmanuel Macron en prince Jean... La Châtaigne attend avec impatience Robin des Bois pour remettre de l'ordre dans tout ça.



La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'Honneur de novembre est attribuée à... Renaud Muzelier, président de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur... qui le 16 octobre sur RMC s'en prenait frontalement aux fonctionnaires de Bercy : « Quand Bercy m'explique toute la journée avec ses bacs +20 qu'ils savent bien compter, que tout va bien. [...] En janvier ou février, on est à 3,5%, et aujourd'hui à 6,2%. Comment avec ces gens qui ont fait tant d'études, qui nous expliquent toute la journée qu'ils sont merveilleux pour lever l'impôt, pour gérer nos finances, qu'on n'a pas le droit de faire ci ou ça, on se retrouve dans cette situation-là ? Soit ils nous ont menti, ce qui n'est pas bien. Soit ils sont incompétents, ce qui est encore plus grave. ». Une fois de plus le fonctionnaire bashing n'a pas de limite... Mais le pire dans l'histoire c'est qu'à Bercy avec les bacs+20, il y a surtout, toutes les petites châtaignes qui suivent les directives des politiques comme Monsieur Muzelier... Qui vote les recettes et les dépenses ? Alors, in fine, qui sont les menteurs ou les incompétents et surtout qui fait les frais de l'austérité ?

« Promotion Canapé »

« - C'est combien le canapé, les fausses plantes, le mobilier ?

- 30 000.

- C'est bien, j'ai envie de les prendre.

- Attends je vais te les marchander.

- Tu le fais à combien le tout ?

- J'ai dit 30 000.

- Oh, dis, tu nous vois venir, là. Ça vaut 15 000.

- Non, 30 000. »

Réplique culte des Bronzés ou négociations pour le mobilier des espaces de convivialité sur le site Cruveilhier à la DDFIP 87 ? Et bien, un mélange des deux. Et comme nous sommes bons princes (même s'il semblerait que nous n'ayons pas la même définition que notre direction) nous arrondissons à 30 000 € pour l'acquisition du mobilier pour 3 espaces de convivialité. Onéreux, pour le moins, et ne répondant en rien à une amélioration sensible des conditions de travail des agents de la DDFIP 87. A titre de comparaison, et sachant qu'il y aura 5 espaces de convivialité, la somme dépensée équivaut à peu ou prou à 100 € par agent de la DDFIP 87. L'argent aurait pu être investi ailleurs. Notre direction n'a pas voulu faire de questionnaire sur ce thème. Il est vrai que les résultats des questionnaires concernant les travaux sur Cruveilhier et les futurs lieux de travail faisaient apparaître à une large majorité

une opposition à l'instauration d'open spaces. Encore une fois, ce sont vos choix, pas ceux des agents. Pourtant, écouter et entendre les agents de la DDFIP 87 est une urgence. Ils veulent des choses simples, est-ce un luxe inaccessible ?



Adresse courriel de la section : cgt.ddfip87@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet local : <http://www.dgfip.cgt.fr/87/>